

M. Waddell: Voyons ce que nous dit le critique des finances—l'ancien et éventuel futur ministre des finances promet encore de . . .

M. Stevens: Bravo!

M. Crosbie: Bravo!

M. Nielsen: Bravo!

Des voix: Bravo!

M. Waddell: Ils paraissent très sûrs d'eux-mêmes. Il promet de préparer un budget sévère, et de prendre des mesures rigoureuses et austères. J'exhorte les députés, les Canadiens et nos collègues à nos côtés qui applaudissent d'écouter ce soir les informations au réseau de télévision *Global*, auxquelles l'actuel critique des finances révélera la véritable nature du parti conservateur lorsqu'il répétera que s'il faisait part à l'électorat de toutes les mesures que son parti et lui-même comptent prendre, ils ne réussiraient jamais à se faire élire. Leur véritable programme politique repose sur de l'hypocrisie, monsieur le Président.

Des voix: Bravo!

• (1115)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LES PROPOSITIONS ET LES PRÉVISIONS CONTENUES DANS LE BUDGET

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, qui est probablement en train de courir après quelque titre de propriété, et en l'absence du ministre des Finances, je veux poser une question au premier ministre suppléant. Dans le budget déposé il y a deux jours, le ministre dit, à la page 1:

. . . mon budget visait à assurer la relance.

Il parlait de son budget d'avril.

Ce but a lui aussi été atteint.

Avec 1,473,000 Canadiens sans emploi, un taux de chômage qui risque d'atteindre 10.9 p. 100 cette année, une industrie canadienne ne fonctionnant qu'à 70 p. 100 de sa capacité, un taux préférentiel atteignant 11 p. 100, une recrudescence de l'inflation, une baisse prévue de 2.7 p. 100 dans la construction non domiciliaire et de 1.3 p. 100 dans la construction domiciliaire, alors que le ministre des Finances prévoit que les salaires moyens réels n'augmenteront pas du tout cette année, comment le gouvernement peut-il prétendre que la relance est assurée? Qui croit-il berner? Comment la relance pourrait-elle être assurée, étant donné ces faits et ces projections?

M. Stevens: Voici le premier ministre suppléant.

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député soulève la vieille question de savoir si la bouteille est à moitié pleine ou à moitié vide. Bien sûr, il y

a encore beaucoup à faire. Si le député d'en face ne s'en rend pas compte, il ne saurait comprendre l'état actuel de l'économie. Chose certaine, nous avons bel et bien réussi à relancer l'économie depuis un an environ.

Une voix: Pour qui?

M. MacLaren: Les taux d'intérêt ont baissé sensiblement et plus d'emplois ont été créés.

M. Riis: Dans les circonscriptions libérales, bien sûr.

M. MacLaren: Nous avons créé quelque 400,000 emplois dans notre économie depuis quatorze mois.

M. Heap: Cinq cent mille emplois ont été perdus.

M. MacLaren: Le taux d'inflation a baissé de façon appréciable depuis un an. L'indice des prix à la consommation est passé de plus de 12 p. 100 à environ 5 p. 100. Et cette tendance se maintient.

Le budget d'avril dernier visait à mettre en place, à la fois dans les secteurs privé et public, des programmes propres à stimuler la reprise économique. Le budget actuel qui emboîte le pas au budget d'avril, a pour but d'assurer une véritable croissance économique au Canada. Le député n'est pas sans le savoir. Cela saute aux yeux.

M. Crosbie: Monsieur le Président, le ministre n'a pas dit dans son budget qu'il restait encore beaucoup à faire. Il a dit que son budget visait à assurer la relance et que ce but avait été atteint. Il y a une grande différence entre ces deux déclarations. L'une d'elles déforme complètement les faits. Le ministre des Finances n'a pas dit qu'il restait encore beaucoup à faire.

LE TAUX D'INFLATION

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre qui, je le sais, s'intéresse beaucoup au sort des Canadiens. Voici ce que le ministre des Finances a déclaré mercredi dans son exposé budgétaire.

Pour 1984, je prévois une inflation moyenne d'environ 5 p. 100 . . .

Deux jours plus tard, Statistique Canada publiait l'indice du coût de la vie, révélant une hausse de 5.3 p. 100 entre janvier 1983 et janvier 1984, contre 4.5 p. 100 le mois précédent—soit une augmentation deux mois de suite. Si l'on supprime de l'indice l'alimentation et l'énergie, le taux d'inflation de base a augmenté pour la première fois depuis de nombreux mois, ce qui est très grave. Si l'on prend le taux désaisonnalisé, l'augmentation pour l'année, si elle se maintient jusqu'à la fin de celle-ci, sera de 9.6 p. 100. Comment le gouvernement du premier ministre actuel espère-t-il que les Canadiens prendront au sérieux ses prévisions et ses projections si, deux jours à peine après la présentation du budget, celles concernant l'inflation se révèlent fausses? Comment peut-il espérer une diminution des taux d'intérêt, alors que l'inflation est déjà en hausse et que le budget proposé ne prévoit rien pour y remédier?